

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

Almanach Français.

- Vendredi 14 (1799). — Attaque de Feldkirch, par le général Oudinot.
 (1806). — Combat naval de Maringo, par l'amiral Linnois
 (1807). — Combat sous Stralsund, par le maréchal Mortier.

NAVIRES EN CHARGE POUR MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES

A Bordeaux, Amélie.

NAVIRES DU HAVRE. ATTENDUS ICI.

- Le brick la Jeune Basquaise, parti le 10 janvier;
 Id. l'Ave-Maria, parti le 30 janvier;
 Id. Les Deux frères unis, 15 février.

MONTEVIDEO.

13 mars 1845.

Le caractère de la *Gaceta Mercantil* de Buenos-Ayres se dessine merveilleusement toutes les fois que les cabinets, ou même les agents étrangers, ont suivi une marche opposée à la volonté indomptable de son patron. Toutes les fois que les questions qui se rattachent à son étroit système américain ont été interprétées contrairement, et considérées par eux comme rétrogrades et anti-civilisatrices, la *Gaceta*, pour se défendre, a constamment employé l'insulte et l'outrage, comme si les épithètes *perfidex, déloyales, trahitres*, etc., etc., prouvaient autre chose qu'un manque insigne de dignité dans la discussion des questions politiques qui s'agitent journellement sous nos yeux. Est-ce donc avec des insultes et des bravades à l'Empire du Brésil, que la *Gaceta* prétend prouver au monde que, dans cette circonstance, le cabinet de Rio-Janeiro a été traître et déloyal?

Le système américain, ce grand système de Rosas, ne soutient la *Gaceta* avec tant de faconde, n'est rien moins qu'en opposition ouverte avec la condition vitale de l'époque de tout gouvernement. Rosas veut l'isolement, le monde entier connu, veut la communion et la civilisation. Aux yeux de la *Gaceta*, le Brésil doit être un ennemi tout au moins aussi sauvage que l'état Oriental; car, comme ce dernier, il fait bon accueil aux étrangers; comme lui, il a compris que la civilisation, son commerce, son agrandissement, sa prospérité devaient lui venir de l'augmentation de sa population et de ses rapports avec les nations étrangères.

Rosas veut frapper le commerce d'Europe par des décrets d'une inconcevable teneur. Rosas veut chasser les étrangers, et il leur interdit une à une l'exercice de leurs fonctions. L'Empire, au contraire, appelle le commerce par des lois nouvelles et de nouveaux traités; l'Empire fait à des compagnies européennes des concessions pour la colonisation de divers points, l'Empire en fin a refusé sa participation au système américain. Ces motifs ne sont-ils pas suffisants pour lui valoir la haine de Rosas et les insultes de la *Gaceta*.

Le Brésil, dit-elle, pour intervenir en faveur de Montevideo, a besoin de la permission préalable de la

France et de l'Angleterre, le Brésil ne doit être que l'instrument passif, que le satellite de la triple intervention. A cette question irrévérante de la *Gaceta*, elle peut aisément répondre elle-même; car nous avons trop bonne opinion de ses connaissances en politique pour croire qu'elle ignore que, dans des questions d'aussi haut intérêt, la politique admet, exige même, presque toujours l'invitation aux autres puissances d'agir de concert pour le rétablissement de la paix chez un peuple voisin et le maintien de l'équilibre gouvernemental.

Nous reproduisons en entier l'article suivant, extrait de la *Gaceta Mercantil* de Buenos Ayres, du 28 février.

"MISSION DU VICOMTE D'ABRANTES.—LE GOUVERNEMENT DE RIO-JANEIRO SOULLEVANT L'INTERVENTION EUROPEENNE.

"Le gouvernement de S. M. l'empereur du Brésil, en rendant compte aux chambres de l'état des relations extérieures, a oublié de leur signaler l'affaire la plus grave que puisse entamer la politique extérieure, et qui doive influer même sur l'ordre interne de l'empire. Telle est la mission du vicomte d'Abrantes! Dans le mémoire de M. Ernest França, ministre des affaires étrangères, cette mission n'est annoncée que comme une simple légation à Berlin; mais le principal objet recommandé aux vicomte d'Abrantes a été de tenter auprès des cabinets de Londres et de Paris une ouverture relative à l'intervention armée, avec ordre de s'arrêter dans ces deux villes pour y prendre l'initiative de la triple intervention. Suivant les instructions écrites que lui donna le cabinet de Rio Janeiro, le vicomte devait traiter directement avec les gouvernements d'Angleterre et de France des événements du Rio de la Plata, sonder leurs dispositions et amener la discussion sur le terrain d'un protectorat pour Montevideo et de l'intervention armée que sollicitent les "sauvages unitaires" et les étrangers qui oppriment la capitale de l'état indépendant de l'Uruguay. Conformément à ces déloyales instructions, le vicomte d'Abrantes entama cette question dans ses conférences avec lord Aberdeen, et obtint des réponses qui paraissaient prouver que le gouvernement de S. M. B. n'est pas encore disposé à abandonner la stricte neutralité qu'il a adoptée dans la question de la Plata. Le vicomte partit bientôt pour Paris (c'était avant que le dernier packet anglais de décembre ne mit à la voile), dans le but de sonder l'opinion de M. Guizot, quoiqu'il dut supposer; qu'il n'obtiendrait pas d'autre réponse plus explicite que de lord Aberdeen. Jusqu'à Liverpool on avait découvert l'insinuation "perfidex" et

imprevue faite par le cabinet de Rio-Janeiro, et l'on en avait publié plusieurs versions sous différentes opinions.

"La politique du cabinet brésilien n'est plus impénétrable. Tout le monde la comprend et il y a des motifs légitimes de considérer comme insidieuses les lenteurs apportées aux justes réclamations du gouvernement argentin et les attaques directes contre la Confédération, cachées sous un plan d'intervention, depuis 1843 jusqu'aujourd'hui par les fonctionnaires impériaux. Dans la mission du vicomte d'Abrantes, il y a une explication très positive de tous ces épisodes, où toujours la bonne foi du cabinet impérial a été mise à couvert, par ce que le gouvernement argentin ne lui a pas fait l'offense de croire feintes ses protestations et ses déclarations. C'est dans cet état de vacillations calculées que le cabinet brésilien a marché vers son but. Les promesses faites par l'ex-ministre Sinimbu aux ennemis de la Confédération, la conduite hostile des autorités brésiennes, toutes les violations de la neutralité et les attaques aux droits des belligérants des deux gouvernements de la Plata, sont en parfaite harmonie, non avec les explications pacifiques et les solennelles protestations de stricte neutralité que le cabinet brésilien a proclamées incessamment, mais avec les instructions entièrement contraires données au vicomte d'Abrantes.

Dans la forme et dans le fond de ce procédé il y a attaque à tous les principes et à tous les intérêts qui doivent exciter la sérieuse attention du gouvernement. Le gouvernement impérial n'a point suivi les inspirations d'une politique franche, il n'a point considéré toute la hauteur de la mission dont il est revêtu comme représentant un état américain à l'extérieur. IL A FAIT UNE OUVERTURE DÉLOYALE, PROVOQUANT L'AGITATION, et il a eu si peu de confiance dans son système qu'il a cru convenable de cacher aux chambres brésiennes la collision qu'il prétend établir entre les intérêts américains et européens, en abandonnant les relations naturelles avec les états de l'Amérique pour créer à deux mille lieues des alliances forcées et contraires à l'indépendance de ces pays et à la paix du Nouveau-Monde.

S'il avait procédé sans cette dissimulation, les Brésiliens verraient au moins qu'on faisait parade d'un sentiment de force et d'une "apparente dignité" en adoptant une ligne de conduite si injuste et fécondé en désastres incalculables pour le Brésil lui-même; mais lors-

que le cabinet brésilien s'est exposé aux yeux du monde civilisé dans "un rôle aussi plein de duplicité et de supercherie, nous ne savons pas si le mot "trahison" suffit à qualifier ses procédés envers les Orientaux, les Argentins et les intérêts généraux du système américain, ou s'il pourrait désigner l'état d'abaissement où il a placé le Brésil. Dans les moments où le ministre des affaires étrangères de l'Empire exprimait aux chambres combien l'indépendance et la souveraineté du Brésil étaient menacées par les forces navales anglaises, il envoyait le vicomte d'Abrantes, non pour soutenir ce droit imprescriptible, mais pour proposer le ravalement et l'attaque des états voisins, amis de l'Empire. S'il est décidé à intervenir en faveur des sauvages unitaires de Montevideo, soutenu par l'influence et par des combattants européens, et qu'il voit le salut de la légalité et de son trône dans une association avec les alliés des rebelles de l'Empire, n'a-t-il pas besoin de la permission préalable de la France et de l'Angleterre? ou bien a-t-il si peu de confiance dans l'opinion et dans la force du Brésil, qu'il ne peut être que l'instrument passif dans l'intervention collective de la France et de l'Angleterre. La mission du vicomte d'Abrantes ne laisse choisir qu'entre ces deux hypothèses qui dévoilent l'injustice du cabinet brésilien."

FRANCE.

Paris, 31 décembre.

Le scrutin de ballottage pour la vice-présidence entre M. Billault et M. Debelleyne a eu lieu aujourd'hui à la chambre des députés. La majorité absolue était de 171, M. Debelleyne a obtenu 172 voix, M. Billault 168. Le ministère se trouve en présence de la chambre avec une majorité d'une voix. Si le gouvernement représentatif n'est pas un mensonge, la chute du cabinet ou la dissolution de la chambre sont imminentes. Déjà ébranlé par le mauvais effet produit par la harangue royale et par la nomination de M. Dufaure, le cabinet a reçu le coup de grâce de sa victoire d'aujourd'hui. On ne gouverne pas avec une seule voix, et M. Guizot, tout hardi qu'il est, ne tentera pas l'impossible. Ses amis eux-mêmes reconnaissent qu'il a fait son temps et que son heure est venue. Ils n'osent nier l'évidence et se faire illusion devant les signes précurseurs d'une chute prochaine. L'abattement de M. Guizot, son isolement au banc des ministres, l'opposition avouée des personnages politiques qui passent pour avoir l'oreille de la royauté ne permettent pas de douter de l'ouverture de la succession ministérielle.

Dans une autre circonstance, le ministère pourrait avoir recours à sa tactique habituelle et faire semblant de n'attacher aucune importance à un dissentiment passager entre lui et les chambres. Ici il n'a pas cette ressource, jamais question ne fut plus nettement posée, ce n'était pas entre M. Debelleyne et M. Billault qu'était le débat, c'était entre le système du ministère et la politique réelle de la majorité. On essaierait donc en vain d'amoindrir l'importance du vote d'aujourd'hui et de dénaturer sa portée, les journaux ministériels ont pris d'avance le soin de lui donner toute sa valeur. Le sort du cabinet a été joué sur deux noms et la chambre a signifié son congé à M. Guizot. Il n'y a plus d'équivoque possible. La nomination du député d'Anenis, a-t-on dit serait le désaveu du système qui gouverne. Eh bien! ce désaveu est venu. M. Debelleyne n'a eu que quatre voix de plus que M. Billault, qu'une seule voix au dessus de la majorité, et dans ce chiffre de 172 suffrages il faut compter les suffrages de six

ministres qui ont jugé dans leur propre cause. Quand même la question ministérielle n'eût pas été posée par le *Journal des Débats* à propos de cette élection, elle serait posée par le fait même. Le gouvernement ne peut accepter une situation aussi précaire. Que serait un pouvoir qui se trouverait à chaque instant à la merci d'une voix? La crise ministérielle est donc commencée, la discussion de l'adresse la terminera nous l'espérons, à la satisfaction du pays.

Les gens qui font profession de soutenir le ministère s'étonneront sans doute du résultat du scrutin, nous nous y attendions. On accusera la majorité de versatilité et d'inconséquence, on opposera au vote d'aujourd'hui les votes de la session dernière. Après les prières viendront les récriminations, c'est naturel, et nous ne trouvons pas mauvais que les ministres qui tombent se plaignent. Mais leurs plaintes sont-elles justes? c'est ce qu'il importe d'examiner. Nous l'avons dit bien des fois, M. Guizot n'a pas de majorité. Entre la chambre et le ministère il n'y a ni sympathie ni confiance. La majorité ne se livre qu'à regret et refuse sans cesse de s'engager avec un système qu'elle n'aime pas et dont elle se défie. Elle a subi M. Guizot et elle ne l'a pas accepté. Si elle ne s'est pas séparée ouvertement de ce ministre, c'est qu'elle a fait violence à ces instincts, qu'elle s'est laissée aller à l'indifférence, et que, moitié par lassitude, moitié par crainte d'une crise dans les hautes régions du pouvoir, elle a préféré un mauvais cabinet à un changement. Cette existence passive ne pouvait convenir plus longtemps à un des grands pouvoirs de l'état; le système de M. Guizot est allé de mal en pire; les fautes se sont accumulées sur les fautes, et la personne royale elle-même s'est trouvée compromise par l'impopularité ministérielle. Il était temps de s'arrêter dans une carrière si grosse de dangers de toutes sortes, et la majorité a prononcé son divorce avec les hommes du 29 octobre.

Ce n'est donc pas la majorité qui a changé; non, elle a seulement eu le courage de sa propre pensée, et elle a manifesté l'intention de la faire prévaloir. La politique de dignité et de modération qu'elle avait indiquée au ministère par ses votes n'a pas été suivie; elle devait donc se séparer d'un système dont elle a toujours repoussé la solidarité. Quel rapport y avait-il en effet entre l'opinion de la chambre et l'opinion de M. Guizot sur le droit de visite, sur l'administration de la Syrie, sur le désaveu de M. Dupetit-Thouars? Jamais dissidence ne fut plus complète, et quoique le ministère est réussi à escamoter un vote sur l'affaire de Taïti, l'impression produite par le discours de M. Dufaure n'en a pas moins fait éclater les véritables sentiments de la chambre. Sur les traités de 1841 et sur l'administration syrienne, le parlement a nettement formulé son vœu, qu'a fait M. Guizot pour le satisfaire? Soit impuissance, soit mauvais vouloir, il a manqué aux engagements qu'il avait pris, et les événements postérieurs n'ont pu que raffermir la chambre dans son opinion première. Devait-elle maintenir plus long-temps un cabinet qui dédaignait ses votes, et qu'elle ne pouvait ni contenir ni guider? En agissant ainsi elle eût abdiqué; elle ne l'a pas voulu; elle a choisi la conduite la plus honorable et la plus patriotique. Elue en haine de M. Guizot, elle s'est souvenue de son origine, elle a répudié l'homme que tous les collèges électoraux avaient condamné.

La scission qui vient d'avoir lieu entre la majorité et le ministère n'est donc pas un fait fortuit, que rien n'explique, qu'on se rattache à rien, c'est une conséquence logique des sessions que la chambre a traversées, c'est le résultat forcé de ses opinions. Après des hésitations et des concessions sans nombre, la chambre substituée sa politique à la politique du cabinet. Jusqu'à ce jour, elle n'avait pas su vouloir, la volonté lui est revenue, et malgré quarante-huit heures d'intrigues, M. Guizot vainqueur par une voix, est obligé de se retirer devant l'expression du sentiment national. On aurait donc tort de ne voir dans le scrutin d'aujourd'hui qu'une boutade ou qu'un caprice, c'est quelque chose de plus sérieux et de plus durable, c'est le triomphe de la politique réelle de la chambre.

(Le Courrier Français.)

NOUVELLES DU SOIR.

Avant hier soir il y avait bal à Rocha. Le général Medina y célébrait, au milieu de l'allégresse générale, son entrée dans cette ville, et la déroute de ses ennemis. Melgar qui défendait ce point, s'était sauvé avec à peine quelques hommes.

Le général Rivera était à Cebollati avec son armée et un convoi de plus de 300 charrettes.

Ignacio Oibe avait abandonné Minas et San Carlos pour se réfugier au Cerrito. Dans sa fuite précipitée, un soulèvement avait eu lieu dans les rangs de son armée entre les Orientaux et les Argentins; un chef de ces derniers avait été tué et trente six des autres étaient passés au colonel Freyre.

Hier soir on entendait la canonnade dans la direction de Maldonado. Freyre attaquait.



MARINE

et

MOUVEMENT DU PORT.

ARRIVAGES.

Entrées du 14.

Le packet anglais de Rio-Janeiro.

NAVIRES EXPÉDIÉS.
pour

Rio-Grande, Rosa.

id. Benedita Maria.

id. et Ste Catherine, Aguila Florida.

Paranagua, brick goëlette sarde, Veloz, sous peu de jours.

Paranagua, brick danois, Medea.



ENCHÈRES PUBLIQUES.

(Remates.)

Par Rafael Ruano,

DE

Ferrements, quincaillerie, fayence, cristaux, meubles, vieux effets et linge.

Aujourd'hui, vendredi, chez lui, rue de Las Piedras, n° 74, à onze heures.

PAR PATRICIO VASQUEZ.

de

Nouveautés et bijoux.

Aujourd'hui, chez lui, rue des Missions, n° 117, à onze heures.

AVIS DIVERS

AVIS.

AU BON MARCHÉ.

Chandelles, de première qualité rue des Missions N° 117.

On demande une domestique qui sache repasser et un peu cuisiner, rue d'Alzaiabar N° 50 et 52.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie: Constitucional, Rue de las Cañazas, No 34.